

REPUBLIQUE FRANCAISE
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE
78, rue de Varenne
75349 Paris 07 SP

DIRECTION des POLITIQUES ECONOMIQUE et INTERNATIONALE Service de la Production et des Marchés Sous-Direction des Cultures et des Produits Végétaux 3, Rue Barbet de Jouy - 75700 PARIS Bureau du vin, du cidre et des spiritueux à base de vin et de pommes ☎ : 01.49.55.45.55 📠 : 01 49.55.50.75	CIRCULAIRE DPEI/SPM/C2001-4001 Date : 09 JANVIER 2001 Classement :

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

à

MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS

OBJET : Conditions d'octroi d'autorisations de replantations anticipées de vigne.

Référence : - règlement (CE) n° 2220/85

- règlement (CE) n° 1493/99 article 4.

- règlement (CE) n° 1227/00 article 4.

- décret n° 87-128 du 25 février 1987 relatif aux autorisations de
plantations nouvelles et aux droits de replantation de vignes.

DATE DE MISE EN APPLICATION : immédiate. Cette circulaire se substitue à la circulaire
DPE/SPM/C96 n° 4027 du 16 décembre 1996. Elle est valable pour la campagne 2000/2001.

PLAN DE DIFFUSION

Pour attribution

■ MM. les Préfets de départements

Pour information

■ Administration centrale

■ ONIVINS

■ INAO

Réserve : 100 exemplaires.

La présente circulaire a pour objet de préciser les conditions d'octroi de droits de replantation par anticipation. Cet octroi de droits de replantation par anticipation remplace l'ancienne procédure dite de plantations anticipées.

I- Champ d'application

Le dispositif est réservé aux exploitations viticoles commercialisantes qui cultivent des raisins de cuve, en vue de la production de vin de table, de vin de pays et en vue de la production de vin à appellation d'origine, à la demande des syndicats de défense et sur proposition du Comité National de l'INAO, dans la mesure où les replantations anticipées tendent à résoudre des problèmes spécifiques.

II- Conditions d'accès à la mesure

1. La demande

Le viticulteur présente une demande à l'ONIVINS (vins de table) ou à l'INAO (vins à appellation d'origine) dans laquelle il indique les références des parcelles de vignes qu'il prévoit d'arracher, et les références des parcelles de terre qu'il prévoit de planter.

Pour les demandes en vue de la production de vins de table, un dossier d'une superficie maximale attribuable de 3 ha par exploitation doit être déposé à l'ONIVINS. Pour les demandes en vue de la production de vins à appellation d'origine, les dossiers doivent respecter les critères fixés par l'arrêté interministériel relatif aux critères d'attribution de plantations et de replantations de vignes destinées à la production de vins à appellation d'origine pour la campagne d'attribution, ci-après dénommé « arrêté critères ».

Le demandeur ne doit pas détenir de droits de replantation en portefeuille, ou insuffisamment pour la réalisation du projet. Dans ce dernier cas, les droits en portefeuille doivent être utilisés en premier lieu, et leur superficie déduite de la superficie maximale attribuable.

En cas de fermage ou de métayage, l'accord du propriétaire est requis, que ce soit pour les parcelles à planter ou celles à arracher.

2. Les vignes à arracher

Pour les vins de table, les vignes à arracher doivent avoir plus de 20 ans au 1^{er} septembre de la campagne au cours de laquelle est formulée la demande ou, après expertise par l'ONIVINS, être reconnues d'un état sanitaire impropre à une production de qualité et de quantité satisfaisantes. Pour les vins à appellation d'origine, les critères fixés par l'arrêté critères doivent être respectés. En aucun cas les parcelles reconnues, après expertise, mal entretenues ou à l'abandon, ne peuvent être retenues.

3. Les parcelles à planter

Les replantations en vue d'une production de vin de table ne doivent pas se situer sur les parcelles délimitées des aires des appellations d'origine ou sur les aires géographiques des appellations d'origine sans délimitation parcellaire. Pour les parcelles situées dans une commune de l'aire d'appellation d'origine en dehors des parcelles délimitées de cette aire, l'avis de l'INAO est requis.

4. Les cépages

Pour les vins de table et les vins de pays, les cépages retenus pour les replantations doivent être éligibles à la prime nationale à l'amélioration de l'encépagement, ou être classés « recommandés » dans les zones non concernées par la prime nationale. Les cépages retenus pour des replantations destinées à la production de vin à appellation d'origine doivent être ceux prévus par le décret ou l'arrêté fixant les conditions de production de l'appellation ou par l'arrêté critères.

Cependant dans les aires de production d'eau de vie de vin à appellation d'origine, les cépages aptes à la production d'eau de vie ne sont pas retenus. Pour des replantations dans une commune d'une aire d'appellation d'origine en dehors des parcelles délimitées de cette aire, les

cépages retenus pour la production de vin de table et de vin de pays sont limités aux cépages autorisés dans le cadre des demandes de plantation par transfert de droit de replantation.

5. Garantie

Sur la base des informations contenues dans la demande, et après instruction concernant la superficie et les programmes de replantation et d'arrachage, l'ONIVINS ou l'INAO communique ces informations au demandeur et l'informe du montant de la garantie à constituer en application de la réglementation communautaire pour obtenir l'autorisation de replantation. Cette garantie peut être constituée par un dépôt en espèces réalisé sous forme de chèque de Banque ou par une caution bancaire non limitée dans le temps, au choix du demandeur. Pour les vins de pays, elle doit être adressée à la délégation régionale dont dépend l'exploitant. Pour les vins à appellation d'origine, la garantie doit être adressée au centre INAO concerné qui la transmettra à la délégation régionale de l'ONIVINS.

Le montant de la caution est fixé à 2200 euros par hectare autorisé (14431,05 F / ha).

Après acceptation de la caution par l'agent comptable de l'ONIVINS, l'autorisation est délivrée par le préfet du siège de l'exploitation du demandeur pour les vins de table et par le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche pour les vins à appellation d'origine.

III- Engagements - Sanctions

Pour les vins de table, le demandeur s'engage, d'une part, à arracher les vignes concernées avant le 30 juin de la deuxième campagne qui suit celle de la replantation et, d'autre part, à ne pas effectuer de récolte de raisins sur les parcelles replantées par anticipation jusqu'à cette date. Pour les vins à appellation d'origine, les engagements à respecter sont fixés dans l'arrêté « critères ».

En cas de changement d'exploitant ou de propriétaire, le nouvel exploitant ou le nouveau propriétaire est tenu informé de ces obligations qu'il devra respecter.

Le suivi du respect des engagements (arrachage à la date requise et absence de récolte) ainsi que les sanctions éventuelles sont du ressort de la Direction générale des douanes et droits indirects du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

Les services de la viticulture constatent l'exécution des arrachages prévus conformément au premier paragraphe.

En cas d'absence d'arrachage des vignes initialement prévues dans l'autorisation avant la date requise, ces vignes sont relevées comme ayant été plantées de manière illicite par les services de la DGDDI. Tant qu'elles ne sont pas arrachées, la production de celles-ci doit donc être distillée en application du règlement (CE) n° 1493/99. La caution sera appréhendée et la garantie sera acquise en totalité ou partie par l'agent comptable de l'ONIVINS.

Le Directeur des Politiques
Economiques et Internationales

Rémi TOUSSAIN